

**Vendredi 11 mai – 12 h HP / 15 h HE**

Le conseil d'administration de Western Climate Initiative, inc. (le « conseil ») s'est réuni le 11 mai 2018, par téléconférence. Après avoir approuvé le procès-verbal de la séance du 27 mars 2018, le conseil passe en revue le rapport d'audit 2017 et les états financiers de fin d'exercice audités, approuve les déclarations de revenus fédérales, provinciale et d'État, reçoit un rapport d'avancement de Ross Strategic concernant la subvention du groupe de travail sur la tarification du carbone de *Pacific Coast Collaborative (PCC)*, approuve une modification aux règlements administratifs, examine et approuve l'entente de financement de la Nouvelle-Écosse et approuve le rapport annuel de 2017. Le conseil convoque ensuite une séance à huis clos pour discuter de planification stratégique et de ressources humaines.

La séance est ouverte par le président, Matthew Rodriguez, à 12 h 17, heure du Pacifique (15 h 17, heure de l'Est). Jeannine Farrelly est secrétaire de séance. Aucun membre du public n'assiste à la séance.

## Présence

Le quorum est atteint conformément aux règlements administratifs en présence des administrateurs suivants :

- Matthew Rodriguez (président)
- Jim Whitestone (vice-président)
- Jean-Yves Benoit (trésorier)
- Mary Nichols (secrétaire)
- Éric Thérout
- Alex Wood

Sont également présents :

- Mark Wenzel, État de Californie
- Emily Wimberger, État de Californie
- France Delisle, Province de Québec
- Tom Johnson, Province d'Ontario
- Brittany White, Province de Nouvelle-Écosse
- Jason Hollett, Province de Nouvelle-Écosse
- Greg Tamblyn, WCI, inc.
- Éric Turcotte, WCI, inc.
- Jeannine Farrelly, WCI, inc.
- Bryan Lopuck, Lionbridge (interprète)
- Bill Simi, CPA Corporation
- Matthew Nethaway, Crowe Horwath
- Arthur Ngo, Crowe Horwath

- Ryann Child, Ross Strategic
- Tom Beierle, Ross Strategic
- Robert Scavone, McMillan, SENCRL

M. Rodriquez déclare la séance ouverte, M. Tamblyn prend les présences et le quorum est établi.

M. Rodriquez demande ensuite si un administrateur souhaite faire modifier l'ordre du jour. Personne ne se manifestant, le conseil aborde le premier point à l'ordre du jour.

## **I. Approbation du procès-verbal de la séance du conseil d'administration du 27 mars 2018**

Le procès-verbal de la séance du 27 mars 2018 est présenté en anglais et en français. M. Rodriquez demande aux administrateurs s'il l'un d'eux souhaite faire modifier le procès-verbal ou y faire ajouter des éléments. Personne ne se manifestant, M. Rodriquez demande une motion pour adopter le procès-verbal tel quel. M. Whitestone propose l'adoption du procès-verbal de la séance du 27 mars 2018. La motion est appuyée par M. Théroux et adoptée à l'unanimité par le conseil.

## **II. Rapport d'audit 2017 et états financiers de fin d'exercice audités**

M. Ngo de Crowe Horwath présente brièvement le processus d'audit et les responsabilités de Crowe Horwath et de la direction de WCI, inc.

Il précise que le comité de vérification a passé en revue le rapport d'audit et les états financiers audités et en a discuté avant la séance. L'auditeur a indiqué n'avoir rien trouvé d'inhabituel ni aucune inexactitude, corrigée ou non, et que les états financiers ont été présentés fidèlement à tous égards.

M. Rodriquez demande s'il y a des questions. Personne ne se manifeste.

## **III. Présentation des déclarations de revenus de 2017 pour approbation par le conseil**

M. Simi de CPA Corporation présente brièvement le formulaire 990 du gouvernement des États-Unis et les formulaires 199 et RRF-1 du gouvernement de la Californie. Il fait la remarque que les renseignements financiers inscrits aux formulaires proviennent des états financiers audités par le cabinet Crowe Horwath. Le comité de vérification a passé en revue les déclarations et en a discuté avant la séance.

M. Tamblyn présente brièvement les formulaires T1044 et T2 du gouvernement du Canada et le formulaire CO-17.SP du gouvernement du Québec, qui ont été remplis par Mallette. Le comité de vérification a passé en revue les déclarations et en a discuté avec Crowe Horwath avant la séance.

M. Rodriquez demande s'il y a des questions. Personne ne se manifestant, il demande une motion pour approuver toutes les déclarations de revenus telles quelles et enjoindre leur envoi par le directeur général. La motion est proposée par M. Benoit, appuyée par M. Wood et adoptée à l'unanimité par le conseil.

#### **IV. Rapport d'avancement de Ross Strategic concernant la subvention octroyée pour soutenir le groupe de travail sur la tarification du carbone de *Pacific Coast Collaborative***

M<sup>me</sup> Child de Ross Strategic fournit une mise à jour concernant la subvention octroyée à Ross Strategic pour son rôle dans les discussions sur la tarification du carbone du *Pacific Coast Collaborative* (PCC). Le groupe de travail du PCC a été établi pour servir de forum régional entre la Colombie-Britannique, la Californie, l'Oregon et l'État de Washington afin d'échanger de l'information et de se tenir au courant de leurs progrès respectifs. Seuls les gouvernements signataires du PCC ont pris part à la première conférence téléphonique du groupe, en octobre 2017, mais des représentants du Québec et de l'Ontario ont participé à la conférence téléphonique suivante, en novembre. À la demande des gouvernements, Ross Strategic fait appel à des experts en tarification du carbone de l'Université de Californie à Davis pour éclaircir les points techniques soulevés lors des conférences téléphoniques depuis janvier 2018. Jusqu'à présent, Ross Strategic a convoqué, présidé et documenté quatre conférences téléphoniques. M<sup>me</sup> Child présente brièvement les sujets abordés, les retombées des réunions du groupe de travail et les prochaines étapes.

M. Rodriguez demande au conseil s'il a des questions ou des commentaires. M. Wood déclare que l'Ontario et le Québec ont récemment signé un protocole d'entente sur les changements climatiques avec l'Oregon, ajoutant qu'il pourrait en fournir copie à la Californie étant donné l'intérêt du gouverneur de cet État à mettre en œuvre une telle entente. M. Rodriguez déclare qu'il aimerait lire le protocole d'entente, puis demande à M<sup>me</sup> Child si Ross Strategic prévoit d'autres réunions avec le PCC prochainement. M<sup>me</sup> Child indique que Ross Strategic travaille avec tous les gouvernements pour coordonner la tenue d'une conférence téléphonique au cours du prochain mois. M. Rodriguez demande quand l'Oregon votera sur la tarification du carbone. M<sup>me</sup> Child répond que la tarification du carbone fera l'objet d'un vote en novembre 2018.

M. Rodriguez demande s'il y a d'autres commentaires ou questions. Personne ne se manifestant, il remercie Ross Strategic pour son travail et lui demande de rendre compte de l'avancement du projet au conseil en octobre.

#### **V. Présentation des modifications proposées aux règlements administratifs de WCI, inc. pour approbation du conseil**

M. Tamblyn demande au conseil de se prononcer sur des modifications aux règlements administratifs qui 1) feraient de la Nouvelle-Écosse un gouvernement participant et 2) préciseraient comment la Nouvelle-Écosse nommerait ses représentants au conseil d'administration de WCI inc. M. Tamblyn indique que la procédure de nomination des administrateurs de la Nouvelle-Écosse serait similaire à celle de l'Ontario. Les changements ont été apportés aux versions anglaise et française des règlements administratifs. En plus de ces modifications, tel que demandé préalablement par M. Benoit, l'expression « territoires participants » a été remplacée par « gouvernements participants » dans la version française des règlements administratifs.

M. Rodriguez souligne qu'il se réjouit à l'idée que la Nouvelle-Écosse se joigne à WCI, inc. et demande s'il y a des questions sur les modifications proposées aux règlements administratifs. M. Wood et M. Benoit font aussi part de leur enthousiasme à travailler avec la Nouvelle-Écosse au

lancement de son programme de plafonnement et d'échange. M. Hollett déclare que la province de Nouvelle-Écosse est emballée de se joindre à WCI, inc. et touchée par l'accueil chaleureux et le soutien reçu de tous les gouvernements et de WCI, inc.

M. Rodriguez demande au conseil s'il a d'autres questions ou commentaires. Personne ne se manifestant, il demande une motion pour accepter les modifications des règlements administratifs telles qu'elles ont été proposées. La motion est proposée par M. Whitestone, appuyée par M. Benoit et adoptée à l'unanimité par le conseil.

## **VI. Examen et approbation de l'entente de financement de la Nouvelle-Écosse**

L'entente de financement de la Nouvelle-Écosse pour 2018-2019 est présentée à l'examen du conseil. Le texte de l'entente a été distribué aux administrateurs avant la séance et publié sur le site Web de WCI, inc. M. Tamblyn précise qu'il s'agit d'une première entente de financement entre WCI, inc. et la Nouvelle-Écosse. Sa structure et ses conditions sont similaires à celles de l'entente entre WCI, inc. et l'Ontario. Les coûts à défrayer par la Nouvelle-Écosse ont été établis de la même manière que les coûts à défrayer par les autres gouvernements participants, ce qui permet à chacun de couvrir ses propres coûts. La Nouvelle-Écosse a sollicité les services de WCI, inc. pour soutenir la mise en œuvre de son programme de plafonnement et d'échange en cours d'élaboration. À l'heure actuelle, les services requis par la Nouvelle-Écosse comprennent l'accès au système de suivi, la surveillance du marché et le soutien administratif que WCI, inc. offre aux gouvernements participants. M. Tamblyn et le conseiller juridique de WCI, inc., Chris Delfino, passent en revue l'entente que les représentants de la Californie, du Québec et de l'Ontario ont également pu consulter et commenter avant la séance.

M. Rodriguez demande au conseil s'il a des questions. Personne ne se manifestant, M. Wood propose d'approuver l'entente de financement de la Nouvelle-Écosse telle qu'elle a été présentée. M<sup>me</sup> Nichols appuie la motion. M. Rodriguez demande aux administrateurs s'ils souhaitent en discuter. M. Tamblyn requiert et obtient l'autorisation du conseil de signer l'entente de financement de la Nouvelle-Écosse au nom de WCI, inc. M. Rodriguez demande un vote. La motion est approuvée à l'unanimité par le conseil.

M. Rodriguez demande à M. Tamblyn quand et comment l'entrée de la Nouvelle-Écosse au sein de WCI, inc. sera annoncée publiquement. M. Tamblyn déclare que la Nouvelle-Écosse a préparé un communiqué de presse à paraître le lundi 14 mai 2018, qui inclura une déclaration de M. Rodriguez au nom de WCI, inc. Le personnel de WCI, inc. publiera également une annonce sur le site Web de WCI, inc.

## **VII. Présentation du Rapport annuel 2017 pour approbation par le conseil**

M. Tamblyn présente le rapport annuel 2017 au conseil aux fins de discussion et d'approbation. Il déclare que le rapport annuel respecte l'obligation contractuelle de WCI, inc. envers le Québec de rendre compte de ses activités de l'année précédente, ainsi qu'une opportunité d'informer le public au sujet du travail effectué chaque année par WCI, inc. Distribué avant la séance, le rapport présente les faits saillants des activités et des réalisations de WCI, inc. en 2017. M. Tamblyn indique que si le conseil l'approuve, le rapport annuel sera présenté au Québec et affiché sur le site Web de WCI, inc.

M. Rodriguez demande au conseil s'il a des questions ou des commentaires. M. Benoit et M. Théroux saluent les améliorations au rapport, qui permettent d'en faire un usage plus large à des fins de communication. M. Rodriguez demande une motion pour adopter le Rapport annuel 2017. La motion est proposée par M. Théroux, appuyée par M. Whitestone et adoptée à l'unanimité par le conseil.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance publique est levée à 13 h 07, heure du Pacifique (16 h 07, heure de l'Est). Le conseil convoque ensuite une séance à huis clos pour discuter de planification stratégique et de ressources humaines.

### **VIII. Mesures prises par le conseil au cours de la séance à huis clos**

Pendant la séance à huis clos, le conseil approuve le procès-verbal de la séance à huis clos du 27 mars 2018 et évalue le rendement du directeur général.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance à huis clos et la réunion du conseil d'administration sont levées à 14 h 19, heure du Pacifique / 17 h 19, heure de l'Est.

Le tout respectueusement soumis,

---

Mary Nichols, secrétaire